

Introduction

Maria Luisa Caldognetto, Antoinette Reuter

Abordée sous l'angle du vote local, voir national, la question de la participation politique des étrangers anime depuis quelques années le débat citoyen au Luxembourg. La présence tenace de cette thématique sur la place publique a incité le «Centre de Documentation sur les Migrations Humaines (CDMH)» et l'Association «Convivium» à engager sous le titre générique «L'Histoire, c'est aussi nous»¹ une réflexion sur les racines historiques de l'engagement citoyen des étrangers au Luxembourg. Les actes que nous présentons ici, issus de la journée d'études «Solidarités entre étrangers, solidarités avec les étrangers: du mutualisme associatif à l'engagement politique et syndical» (23 octobre 2010) reprennent en la matière le fil d'interrogations surgies lors des deux éditions précédentes d'un cycle de conférences triennal.

Il peut sembler utile de replacer ces questionnements dans le contexte plus général d'initiatives régionales et internationales qui

signalent depuis peu un regain d'intérêt pour l'histoire sociale. La question migratoire aigüe désormais ce regard nouveau porté sur le passé des ouvriers, des salariés ou des couches populaires. Evoquons, pour mémoire, quelques pistes prometteuses dont on retrouvera l'écho également dans ce volume :

- les travaux sur la globalisation et son cor-tège d'emplois précaires exercés principalement par des migrants «transnationaux»² qui restent à l'écart des systèmes de protection sociale classiques,
- les «gender studies» qui révèlent la participation massive des femmes à cet emploi précaire et «informel», mais aussi l'émergence de nouvelles formes de solidarité «transnationale»³,
- les études sur la pauvreté et la cohésion sociale⁴ qui répertorient les migrations, tant parmi les causes que parmi les effets du dénuement, dont l'absence de protection sociale peut constituer une des caractéristiques,⁵

¹ Journées d'études organisées en 2007 et 2008 à Dudelange; Actes édités par CALDOGNETTO, Maria Luisa, GERA, Bianca (sous la direction de / a cura di): *L'histoire, c'est aussi nous. La storia siamo anche noi*. Torino 2009. Il convient de rappeler également le cycle *Présence, histoire, mémoires des Italiens au Luxembourg et dans la Grande Région* organisé en coopération avec le département des études italiennes de l'Université du Luxembourg en 2005, 2006 et 2007 et dont les actes ont été édités par BOGGIANI, Jos, CALDOGNETTO, Maria Luisa, CICOTTI, Claudio et REUTER, Antoinette, se reporter à www.cdmh.lu ou www.convivium.lu. Enfin on pourra retracer la contribution particulière des deux associations à l'exposition «Retour de Babel» à travers le catalogue homonyme REUTER, Antoinette, RUIZ Jean Philippe, *Retour de Babel. Itinéraires, mémoires et citoyenneté*. Gasperich-Luxembourg 2007, 3 tomes.

² En référence aux études «postcoloniales» ceux-ci sont souvent désignés comme faisant partie des couches «subalternes», c'est-à-dire dominées économiquement, socialement, politiquement, culturellement, se reporter à VAN DER LINDEN, Marcel, ROTH, Karl Heinz (Hg.): *Über Marx hinaus. Arbeitsgeschichte und Arbeitsbegriff in der Konfrontation mit den globalen Arbeitsverhältnissen des 21. Jahrhunderts*. Berlin: Assoziation A 2009. Le CDMH s'est investi dans la réception de ces aspects à travers un partenariat avec l'«Institut für Migrationsforschung (IRM)». Rappelons à ce sujet particulièrement le colloque «Migration, Politik und Arbeit» (2009), voir www.irm-trier.de.

³ On trouvera sur www.cdmh.lu les résumés des interventions du colloque *Les Unes et les Autres en migration* qui s'est déroulé du 14 au 16 mai 2009 à Dudelange, Metz et Trèves.

⁴ Pour une approche critique de cette notion, voir PAULY, Michel: Soziale Gerechtigkeit oder soziale Kohäsion? Ein Beitrag zum geplanten Sozialwort der Luxemburger Kirche. In: *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur* 263 (2007), pp.46-50.

⁵ Il convient d'évoquer ici les multiples journées d'études, colloques et publications qui ont accompagné les travaux du Sonderforschungsprojekt 600 «Fremdheit und Armut» auprès de l'Université de Trèves. Se reporter notamment à GESTRICH, Andreas, RAPHAEL, Lutz, UERLINGS, Herbert (eds.): *Strangers and Poor people. Changing Patterns of Inclusion and Exclusion in Europe and the Mediterranean World from Classical Antiquity to the Present Day*. Frankfurt am Main: Peter Lang 2009. On rappellera également les deux grandes expositions qui au Museum Simeonstift et au Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg ont confronté le grand public aux questions de la pauvreté. Des catalogues substantiels ont été édités à cette occasion par les deux instituts culturels.

- les recherches sur l'émergence et la remise en question des concepts de «nationalité» et de «citoyenneté» dans le cadre du processus de construction des Etats nationaux d'abord, d'unification européenne ensuite⁶.

Nous avons essayé de tenir compte de ces articulations nouvelles dans l'agencement du programme proposé au public. Celui-ci ne se cantonne donc pas aux frontières du Grand-duché, mais tient compte de la situation particulière de la «Grande Région». En effet, cet espace traversé par des frontières et administré par des souverainetés mouvantes permet de saisir les questionnements du global dans le local.

En choisissant d'aborder le sujet selon une ligne de partage «ethnique» ou «juridique», «étrangers» d'un côté, «Luxembourgeois» de l'autre⁷, nous avons implicitement accepté de nous intéresser à une palette d'expressions de solidarité qui ne se limitent pas seulement à la constitution d'un front de classe dans l'acception marxiste du terme. En effet, posé tel qu'il l'est, notre sujet ne concerne pas seulement les populations salariées étrangères, mais implique également des indépendants. Nous souhaitons donc intégrer dans notre réflexion la notion d'intersectionnalité: un ouvrier étranger n'est pas seulement discriminé parce qu'il est ouvrier, mais encore en sa qualité d'étranger. Il peut de ce fait tout à fait juger dans son intérêt stratégique de s'allier à un autre étranger, serait-il indépendant, voire patron.

Il ne s'agit toutefois pas d'escamoter les enjeux de classe, alors que pendant la période qui nous intéresse la plupart des étrangers appartiennent à la classe ouvrière⁸. Toutefois, la question de la discrimination des frontaliers discutée en épilogue vient à propos nous montrer qu'en la matière les catégorisations ne sont pas faciles.

Les actes s'articulent selon trois axes :

Héritages et bagages

Dans le cadre des mutations économiques, sociales et politiques induites par l'industrialisation, la question de la participation des étrangers se confond dans un premier temps avec celle des couches ouvrières ou populaires en général, car au Luxembourg, comme dans la plupart des pays européens, les représentations politiques fonctionnent sur le mode du vote censitaire et les libertés syndicales (droit de regroupement, de réunion, de grève) ne sont nullement acquises⁹. Comme les Luxembourgeois, les étrangers du Luxembourg cherchent donc à se doter des moyens de secours dans le cadre de ce qui est légalement possible ou essaient de bousculer ce cadre. Cette situation est d'autant plus importante pour les étrangers qui loin de leurs familles, ne peuvent que compter sur des réseaux familiaux ne disposant pas de domicile de secours au Luxembourg.

Les deux premières journées avaient permis de mettre en relief les formes d'auto-organisation mises en place par les étrangers du Luxembourg et plus particulièrement les Italiens au début du XX^e siècle à travers les sociétés de secours mutuel.

Diverses contributions récentes à des colloques nous ont confortés dans notre choix de revenir sur les éventuels héritages «nationaux» ou régionaux que les immigrés pouvaient véhiculer vers leur pays d'accueil et essayer de mettre en œuvre dans les systèmes de secours. Le professeur Lutz Raphael de l'Université de Trèves a rappelé récemment¹⁰ qu'en Italie des situations économiques et des traditions politiques régionales ont déployé leur effet et conditionné des comportements spécifiques bien au-delà de la réalisation de l'Unité italienne. Ces particula-

⁶ Se référer en la matière pour le Luxembourg aux travaux de Denis Scuto qui font autorité. On trouvera dans les ouvrages de cet auteur une bibliographie raisonnée renvoyant aux études réalisées dans d'autres pays.

⁷ et donc non de classe, ouvriers d'un côté et patrons de l'autre.

⁸ Ils se trouvent donc dans une classique situation d'intersectionnalité et sont doublement discriminés, comme étrangers d'abord, comme ouvriers ensuite.

⁹ Si nous travaillons le long d'une ligne ethnique notre sujet ne concerne pas seulement les populations salariées, mais également les indépendants. Alors que les entrepreneurs aisés trouvent en général les moyens de garantir leurs arrières, les petits artisans et commerçants ne sont pas à l'abri d'un revers de fortune. Les faillites sont assez nombreuses notamment dans le milieu du bâtiment où même quelques grands doivent faire face à des difficultés au cours des années 1930. Ils ne bénéficient pas du rebond des grandes familles bourgeoises locales qui se sont installées pour la plupart aux rênes du pays et ont tissé leur réseaux dont les origines de fortune remontent souvent à la redistribution des cartes initiée par la vente des Biens nationaux.

¹⁰ A l'occasion d'un séminaire organisé par le projet de recherche «Partizip».

rismes se retrouvent dans l'émigration, comme nous l'expose la contribution de **Casimira Grandi**. Nous y retrouvons les motifs et conditions qui animent l'important engagement mutualiste des émigrés de diverses régions italiennes. Son texte, dont la lecture demande concentration, montre comment même un engagement mutualiste qui opère selon des lignes de partage nationales devient pour l'étranger un moyen de dépasser sa condition mineure. L'engagement mutualiste, voire l'engouement, vu le nombre des sociétés italiennes au Luxembourg, n'a pas échappé à l'attention des observateurs luxembourgeois, puisque le chansonnier Poutty Stein lui consacre un clin d'œil amusé dans la chanson «Clivio-Giorgetti». **Maria Luisa Caldognetto** et **Antoinette Reuter** ont essayé de retrouver les traces des personnalités et milieux évoqués.¹¹

Antoinette Reuter essaie de montrer comment la petite communauté française est de même prise dans les rets d'une mémoire régionale. Ses œuvres de secours offrent la spécificité de se construire autour du souvenir prégnant de la perte de l'Alsace-Lorraine. Celui-ci, tout comme la fierté des retrouvailles avec la France après la Première Guerre mondiale, drapent leur action dans un esprit patriotique. Devant la nation, les contradictions d'une politique qui ne soulève pas les intérêts de classe ne sont pas discutées.

Nouveaux défis, nouvelles réponses

Depuis l'affirmation des Etats-nations en Europe, et pour certains d'entre-eux leur lente évolution vers l'Etat-providence avec les enjeux nationaux, constituent également la clé de la redistribution de la manne sociale. Il est apparu dès lors que la lutte pour l'extension et la participation aux droits sociaux a

été et reste intimement liée à la question de la nation.

Alors que l'Etat et le patronat trouvent des voies pour exclure de fait une bonne partie des étrangers, en majorité ouvriers, du bénéfice de divers avantages sociaux, l'émergence d'une classe ouvrière autochtone, la diffusion des idées socialistes et la naissance des syndicats luxembourgeois crée une nouvelle donne. Allaient-ils s'ouvrir aux militants étrangers, adopter des stratégies internationalistes ou se replier sur des velléités frileuses identitaires et nationalistes ?

Denis Scuto relate comment des mesures anti-allemandes prises au lendemain de la Première Guerre mondiale sous l'influence éventuelle de milieux français privent progressivement les ouvriers étrangers en général de la participation aux représentations ouvrières. L'apogée du rejet semble atteint alors que les syndicats plaident en temps de crise «la préférence nationale», plutôt que la solidarité internationaliste.¹²

Maria Luisa Caldognetto montre à travers la trajectoire transnationale de Rosa Cremoni, femme modeste au demeurant, qui a rejoint les Brigades Internationales, de quelle manière la vie individuelle d'une personne est inscrite dans les combats d'une époque.

Le séjour à Luxembourg de **Claudio VENZA**, professeur à l'Université de Trieste pour une conférence sur l'engagement anarchiste dans la Guerre d'Espagne, a été pour nous l'occasion de compléter le panorama italien par une brève interview consacrée à la géographie anarchiste dont nous retrouvons les traces matérielles parmi les immigrés italiens du Luxembourg. Celles-ci nous incitent à penser que ce débat sur les bagages anarchistes mériterait d'être approfondi et mis en relation avec les sociétés rurales dont sont issus les migrants.¹³

¹¹ Il en résulte notamment l'importance de remettre l'œuvre biographique de Benito Gallo sur le métier. A la lumière de nouvelles sources, il apparaît que seraient à retrouver les histoires de vie de personnes qui ont joué un rôle de premier plan dans la communauté italienne vers 1900, mais qui n'ont pas comme d'autres eu une descendance qui a pu maintenir la mémoire familiale, voire construire une légende.

¹² La contribution de Jacques Maas ne pourra être reprise que dans un futur volume «Migration et Grande Région» à paraître en 2012. Elle nous montrera comment les premiers militants luxembourgeois ont fait leur apprentissage dans les syndicats allemands présents parmi les ouvriers allemands du Luxembourg, environnement également ouvert aux ouvriers italiens.

¹³ Deux interventions récentes à des colloques et journées d'études : Adam Walaszek, professeur à l'Université Jagellonne de Cracovie, a montré comment dans un bassin charbonnier du Midwest américain des ouvriers polonais, à peine échappés à leur condition rurale et très peu intégrés à leur nouvel environnement ont mis en œuvre des formes d'action directe qui reproduisaient le «modus operandi» des révoltes paysannes : spontanéité, violence, revendications limitées, mais dont est exigé la réponse immédiate ; Fabian Trinkhaus, doctorant auprès de l'Université du Luxembourg a constaté le même comportement.

Entre pavés et prétoires

L'immédiat après 2^e Guerre mondiale se caractérise par l'émergence d'un sentiment identitaire luxembourgeois qui n'est guère clément pour les étrangers, fussent-ils résistants comme les antifascistes italiens. Le glissement du monde dans la «Guerre froide» n'a pas fait évoluer favorablement la donne, les résistants d'hier étant désormais dénoncés en tant que suppôts du communisme mondial.

Stéphanie Kovacs essaie de fournir dans sa contribution des éléments qui permettent d'évaluer, sur fond de nationalisme exacerbé, la position délicate du parti communiste luxembourgeois. Cette organisation qui plonge ses racines dans la mouvance internationaliste aurait choisi de les taire pour ne pas détonner dans un environnement marqué par un patriotisme étroit.

Marie Louise Antenucci nous fait découvrir l'évolution parallèle en Lorraine où, au contraire, grâce à l'engagement de gauche et principalement communiste, les étrangers, notamment italiens, ont réussi à s'imposer progressivement dans la vie politique locale et régionale, voire nationale. Ce parcours a été facilité par une législation qui, contrairement à celle qui était de rigueur à pareille époque au Grand-Duché, favorisait l'accès des étrangers à la nationalité de leur pays d'accueil.

Adrien Thomas s'intéresse à travers un ensemble de sources inédites, ou peu exploitées jusqu'à présent, à la place des étrangers dans la mosaïque syndicale de l'après 2^e Guerre mondiale. Il nous rappelle d'abord la diversité syndicale, le poids du syndicat communiste FLA très présent parmi les étrangers du Luxembourg. Il suit également les hésitations des syndicats face aux nouvelles immigrations des années 1970 (espagnole, portugaise) qui vont déboucher sur la formation des «département des immigrés».

La contribution de **Guy Thomas** relate la bataille judiciaire devant les juridictions nationales et européennes pour le droit de vote des étrangers aux chambres professionnelles. Elle nous interpelle quant à l'émergence d'un nou-

veau type d'acteurs associatifs (Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés, Comité de Liaison des Associations d'Etrangers) ainsi que sur le rôle des institutions européennes dans l'avancée des droits accordés aux étrangers.

Les textes d'Adrien et de Guy Thomas recourent les termes d'un débat mené lors de cette journée d'études entre **Franco Barillozzi**, ancien permanent syndical italien au Luxembourg, **Pierre Fusenig**, membre du groupe d'extrême gauche *A Verdade* militant en faveur des droits des immigrés portugais, et **Eduardo Dias**, modéré par **Renée Wagener**. L'intervention de Pierre Fusenig qui se référait aux débuts de l'immigration portugaise a évoqué la démission syndicale initiale face à ce phénomène. Franco Barillozzi a évoqué l'approche progressive entre une culture syndicale italienne tournée vers l'action et une culture syndicale luxembourgeoise misant sur la négociation. Eduardo Dias a évoqué la réalité quotidienne du département des immigrés du principal syndicat de gauche, *l'Onofhänge Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg (OGBL)*, en rappelant certaines revendications spécifiques tournées vers les pays d'origine, comme la demande des anciens appelés portugais de voir reconnues leurs années de service militaire en vue de la retraite.¹⁴

La contribution finale de **Paola Corti** montre à travers l'exemple de l'Italie que la redécouverte des descendants de nationaux émigrés n'est pas forcément innocente. En effet, en construisant avec ces derniers une parenté idéale reposant sur les liens du sang et en leur attribuant la nationalité dont on exclut les immigrés sur son propre sol, on refuse à ceux-ci toute voie de participation.

Dans le débat final, Guy Thomas évoque *la nouvelle politique de discrimination, ... cette fois-ci contre les travailleurs frontaliers et cela dans le cadre de la politique d'austérité en vue d'«assainir», selon le terme consacré, le budget de l'Etat. Par une loi du 26 juillet 2010, le Gouvernement a aboli les allocations familiales payées jusqu'à présent jusqu'à l'âge de 27 ans accomplis aux jeunes qui dépassent l'âge de 18 ans et qui suivent des études supérieures...*

¹⁴ Le débat n'a pu être reproduit pour des raisons techniques.

Si l'on sait que les travailleurs frontaliers sont le plus durement touchés par la crise actuelle du marché du travail, que le nombre de leurs licenciements a doublé en 2009, qu'ils constituent 80 % des travailleurs intérimaires, dont le nombre vient d'être réduit d'un quart en 2009, l'on comprend leur exaspération qui s'est traduite dans une impressionnante manifestation devant le siège du Gouvernement

en septembre/octobre 2010.

Comment mieux illustrer le propos de Casimira Grandi : *L'esprit utopique qui a porté dans le temps l'évolution du mutualisme, en fixant en permanence de nouveaux objectifs à la protection du travailleur, affirme la suprématie d'une volonté poursuivant un objectif qui s'éloigne : l'atteindre signifierait en effet la fin de cette tension éthique.*